

Qu'on me permette de rappeler ce que nous avons tout de suite déclaré à propos du message du président sur l'état de l'Union. La proposition a été faite le 11 janvier 1962. Voici ce que nous avons dit, et le communiqué a été publié en mon nom:

La proposition du président Kennedy visant à l'expansion du commerce est un programme clairvoyant. Il aurait tout l'appui et l'encouragement d'un gouvernement libéral au Canada. A mon avis, étant donné les grands avantages qu'ils en retireraient, les Canadiens devraient être parmi les premiers à accueillir un tel programme.

Le président demande au Congrès de l'autoriser à négocier avec le Marché commun européen en vue d'abaisser les barrières commerciales par des concessions mutuelles. Nous ne saurions dire combien de temps le gouvernement américain prendra pour agir en ce sens. Chose certaine, le Canada devrait encourager le mouvement. Un gouvernement libéral aurait même pris l'initiative avant aujourd'hui. Nous participerions pleinement aux négociations pour l'expansion du commerce des États-Unis et du Canada avec l'Europe. Nous serions aussi intéressés à étudier les propositions américaines visant à réduire les tarifs douaniers américains sur les produits canadiens, qui sont une grande entrave à notre commerce.

Mais surtout, la proposition des États-Unis reconnaît la nécessité d'une coopération économique maximum entre les pays du monde démocratique, devant la menace d'expansion et d'agression communistes. Le Canada devrait stimuler et non freiner ces efforts réalistes et clairvoyants.

Je voudrais, à présent, dire quelques mots au sujet de la situation économique du Canada lui-même. La conclusion à laquelle le discours du trône en vient relativement à cette situation, les preuves s'en multiplient autour de nous, indique clairement que le gouvernement ne se rend pas compte de l'évolution qui s'est produite et qui se continue.

Plus de Canadiens sont au travail, le commerce est plus actif et la production plus considérable, dit-on; et le gouvernement semble très satisfait des efforts qu'il a faits pour enrayer la récession dont il a si longtemps refusé de reconnaître l'existence.

L'hon. M. Hees: Allons donc!

L'hon. M. Pearson: Naturellement il y a plus d'hommes au travail. L'effectif ouvrier compte plus d'hommes et de femmes chaque année mais si nous ne pouvons pas donner du travail à plus de gens d'une année à l'autre, à quoi bon? Il est vrai que notre commerce prend de l'expansion. Mais s'il en était autrement, où en serions-nous? Toutefois, il ne prend pas autant d'expansion qu'auparavant, toute proportion gardée. La production augmente mais le pourcentage de cette augmentation n'est pas assez élevé pour satisfaire aucun membre du gouvernement canadien, et j'aurai quelque chose à dire à ce sujet.

De son côté, le gouvernement se plaint que c'est surtout la faute des journaux, non

[L'hon. M. Pearson.]

seulement des journaux mais aussi des membres de l'opposition, parce qu'ils ne donnent pas une juste idée des efforts gigantesques que déploie le gouvernement et des succès qu'il remporte dans le domaine économique. Voici ce que le premier ministre a dit à Toronto, et ce sont des paroles qu'il faut retenir. Le 13 janvier, le *Globe and Mail* et d'autres journaux écrivent ce qui suit:

Le premier ministre a dit que les efforts du gouvernement pour améliorer la situation économique du Canada ont été mis en doute par des journaux serviles.

Le ministre des Travaux publics (M. Walker), qui n'est pas à la Chambre en ce moment...

Une voix: Le voilà!

M. Benidickson: Le voilà qui rentre.

L'hon. M. Walker: Ce que je puis encaisser a des limites. Mais continuez!

L'hon. M. Pearson: Le ministre est assez susceptible, sauf lorsque c'est lui qui s'en prend aux autres. Le ministre des Travaux publics n'a pas employé le mot «servile». Toutefois, il a mentionné l'esprit tendancieux des journaux. Le gouvernement semble beaucoup s'inquiéter de l'esprit tendancieux dont font preuve les journaux aujourd'hui. Il a dit que cet esprit tendancieux était dû à ce que les journaux étaient trop libéraux et que, si les efforts du ministre ont été mal reçus dans le pays, c'est surtout parce que les membres du cabinet sont modestes et peu loquaces et qu'ils hésitent à proclamer les réalisations du gouvernement. Le 4 décembre, en Nouvelle-Écosse, le ministre a invité ses collègues à aller de l'avant, à parler, à faire valoir leurs réalisations aux yeux du peuple canadien. Voici ce qu'il a dit, si l'on en croit les journaux:

Les libéraux ont détenu le pouvoir durant 22 ans. Aussi semble-t-il que la plupart des journaux et des stations de radiodiffusion aient développé de fortes tendances libérales...

Peut-être nous, conservateurs et membres du cabinet, notamment, n'avons-nous pas suffisamment publié les succès que nous avons remportés.

S'ils n'ont parlé que des succès qu'ils ont remportés, monsieur l'Orateur, ils n'avaient certainement pas grand-chose à dire. Le ministre a ajouté ce qui suit:

A partir de maintenant, il nous incombe certes d'y voir.

Le ministre n'a pas alors aussi bien choisi son moment qu'il le fait parfois, car, à peu près en même temps qu'il faisait cette déclaration, les journaux ont publié une nouvelle d'après laquelle les ministres—et on le rapportait avec une certaine satisfaction—ont prononcé 300 discours pendant les trois mois d'automne. Et l'on prétend qu'ils ne parlent